



Le Temps
1211 Genève 2
022/ 888 58 58
www.letemps.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 44'450
Parution: 6x/semaine

N° de thème: 999.56
N° d'abonnement: 1086739
Page: 9
Surface: 18'243 mm²

«Les militaires ont leur département, pas la science: c'est lamentable»

► L'analyse du chercheur
Denis Duboule

Professeur à l'Université de Genève et à l'EPFL, Denis Duboule a reçu lundi le Prix de la Fondation pour Genève (lire en p. 13). Il dit ses espoirs et ses craintes.

Le Temps: Vous avez naguère plaidé pour une reprise des universités par la Confédération, pourquoi centraliser ainsi?

Denis Duboule: Je pense qu'il faut centraliser davantage, mais sans directives contraignantes de haut en bas. Il n'est pas pensable que des politiciens décident la création

ou la suppression de chaires. Il faut une articulation avec les hautes écoles. On présente sou-

venant les universités comme étant frondeuses face aux autres institutions, mais voyez le nombre d'instances qu'elles comportent. Les EPF ont une grande autonomie, elles peuvent se lancer dans un domaine de recherche en deux ans, engager les

gens, construire le bâtiment et les laboratoires... Et pourtant, c'est de l'argent fédéral, dans le cadre défini par les Chambres.

– Il peut sembler sain que les hautes écoles se battent sur la qualité...

– Ce qui sauve les universités, c'est la crise du logement. La logique qui sous-tend cette loi, est que les étudiants votent avec les pieds: ils iraient là où l'enseignement est le meilleur, en regardant les évaluations sur Internet. Mais cela ne se passe pas ainsi, parce qu'il est impossible de trouver un logement là où l'on voudrait. Il y a là un tropisme géographique, et une masse locale d'étudiants, qui ont pour effet de parasiter le jugement de qualité sur les universités.

– Ne vaut-il pas mieux que les universités soient en concurrence pour l'attribution des fonds?

– Peut-être, mais le problème réside dans des structures cantonales obsolètes, alors que la recherche constitue un défi national. En Suisse romande, nous avons un nombre étonnant d'universités publiques sur un si petit territoire. C'est une force quand la

situation économique est bonne. Quand cette dernière se dégradera, quand le paiement de nos retraites deviendra toujours plus problématique, il sera difficile de centraliser, ou mutualiser les moyens, parce que l'on butera sur les barrières cantonales.

– Début 2013, la tutelle des universités et EPF sera transférée à l'Économie, qu'en pensez-vous?

– C'est catastrophique. La Suisse vante toujours sa politique pragmatique. Mais nous devrions injecter un peu de symbolique dans notre esprit terrien. Les politiques ne cessent de clamer que l'intelligence, donc la formation et la recherche, constitue la seule matière première du pays, et on a encore raté l'occasion de créer un département. Tous les indicateurs suisses de recherche sont excellents, mais l'on n'a pas de ministère. Les militaires ont leur département, pas la science: c'est lamentable. **Propos recueillis par N. Du.**

